**Compte rendu du déjeuner débat
de la Commission des Affaires Etrangères du 10 mai 2016**

**Invité : Monsieur Mohamed-Ali Chihi,
Ambassadeur de la République de Tunisie en France**

Diplômé de l'Institut International d'Administration Publique de Paris et du cycle Supérieur de l'Ecole Nationale d'Administration, Monsieur Mohamed-Ali Chihi est diplomate de carrière. Il jouit d'une longue expérience diplomatique, alternant postes à l'étranger (Rome, Téhéran, Marseille) et responsabilités au sein de l'administration des affaires étrangères à Tunis. Il a notamment été conseiller diplomatique auprès de l'ALECSO, directeur général des Affaires consulaires au ministère des Affaires Etrangères, puis secrétaire général du ministère. Il est en poste à Paris depuis août 2014.

* * * * *

Monsieur Chihi a tout d'abord rappelé le contexte de la Révolution de Jasmin en 2010: un régime incapable de répondre aux aspirations des tunisiens (liberté d'expression muselée, modèle économique essoufflé, ne permettant pas de fournir des emplois à une jeunesse éduquée, mainmise de la famille Ben Ali sur l'économie,...). La neutralité des militaires a permis la chute de Ben Ali.

La Tunisie doit faire face aujourd'hui à de nombreux **défis** :

- Défis politiques (organisation d'élections libres et transparentes, accroissement du rôle de la société civile, liberté d'expression dans les media, respect des droits de l'homme, préservation des acquis des femmes, réforme du système judiciaire, lutte contre les réseaux terroristes, menace d'instabilité en provenance de la Libye)
- Défis sociaux (disparité entre les régions, lutte contre la pauvreté et la corruption, refonte du système éducatif, présence de 1,5 millions de libyens)
- Défis économiques (création d'emplois, assainissement du climat des affaires, consolidation de l'économie tunisienne au sein de l'économie mondiale, reprise du tourisme, réforme de la fiscalité).

Pour y parvenir, elle dispose de nombreux **atouts** (taux d'alphabétisation important, rôle des femmes dans la société, absence de fractures ethniques, absence d'ennemi

extérieur à l'exception de Daech,...). Les évolutions actuelles (à la baisse) des cours du pétrole et des matières premières, ainsi que la reprise des économies européennes, sont également des facteurs favorables à court terme.

Parmi les **devoirs urgents** : restaurer l'Etat de droit, devenir une démocratie moderne et rester dans le cercle des pays où les libertés individuelles sont respectées. Deux grandes étapes viendront jalonner prochainement cette évolution : les élections municipales de 2017, et la réforme des régions visant à octroyer plus d'autonomie aux structures locales.

Point sur la situation sécuritaire et militaire : le point crucial est la situation actuelle en Libye. Or 40% des familles libyennes sont liées à des familles tunisiennes. Parmi les vagues de réfugiés libyens en Tunisie, présence de djihadistes. Nécessité de restaurer le système de sécurité, qui avait été en partie détruit après la chute de Ben Ali. La Tunisie est le dernier rempart géographique contre le terrorisme et compte sur l'appui de la communauté internationale.

* * * * *

L'exposé de Monsieur l'Ambassadeur a été suivi de nombreuses questions portant notamment sur : la coopération internationale en matière de renseignement, l'opportunité d'une intervention internationale en Libye, les relations avec l'Algérie, la position de la Tunisie concernant l'Union pour la Méditerranée, l'héritage de Bourguiba, le développement du port du voile en Tunisie, la situation du tourisme, les nouvelles sources d'activités économiques (énergies renouvelables, ...), les tendances démographiques.